

Monnaie de rémunération et monnaie transactionnelle en RDC : analyse microéconomique dans une économie fortement dollarisée

Currency of Wages and Transaction Currency in the DRC: A Microeconomic
Analysis in a Highly Dollarized Economy

BOBO B. KABUNGU¹ & EDSON NIYONSABA SEBIGUNDA²

- 1 Economiste banquier central, Maître de recherche au Centre de recherche en sciences humaines (CRESH) et Professeur dans plusieurs institutions d'enseignement en RDC (HEC/Kin, INTS, ENF, ENA...). Email : bobokabungu@gmail.com.
- 2 Economiste, Directeur de recherche au Centre de recherche en sciences humaines (CRESH) et Professeur Ordinaire à la HEC/Kinshasa, à l'INTS, à l'UNIGOM. Email : nathedson@gmail.com.



Received : 30 June 2026

Accepted: 22 Auguste 2026

Available Online : 01 September 2026

Résumé. Cet article examine les facteurs associés à l'utilisation du franc congolais (CDF) comme principale monnaie des transactions quotidiennes en République Démocratique du Congo (RDC), en accordant une attention particulière à la monnaie de rémunération. L'analyse repose sur une enquête quantitative transversale menée auprès de 427 répondants. L'échantillon, volontaire et non probabiliste, est principalement urbain et fortement diplômé ; les résultats sont dès lors interprétés comme des associations internes à l'échantillon et non comme des estimations représentatives de la population congolaise. L'approche empirique combine statistiques descriptives, tests d'association et modèles Logit, complétés par plusieurs analyses de robustesse. Les résultats montrent que la rémunération en CDF est fortement associée à son utilisation quotidienne. Dans la spécification principale, elle est associée à des odds d'utilisation du CDF environ 4,6 fois supérieures et à une probabilité moyenne supérieure d'environ 19,7 points de pourcentage, après ajustement sur les caractéristiques observées. Le niveau de revenu présente également une association significative : les répondants gagnant plus de 1 000 USD mensuels utilisent moins fréquemment le CDF comme principale monnaie quotidienne. En revanche, l'introduction des perceptions relatives à l'inflation, à la confiance et aux anticipations monétaires, puis de l'utilisation du mobile money, n'améliore pas significativement le modèle structurel. Ces résultats mettent en évidence l'intérêt d'intégrer la monnaie des flux de revenu et les contraintes transactionnelles à l'analyse microéconomique de la dollarisation congolaise, sans leur attribuer pour autant une interprétation causale.

Mots clés : dollarisation ; franc congolais ; monnaie de rémunération ; choix monétaire ; transactions quotidiennes ; République Démocratique du Congo.

Abstract. This article investigates the factors associated with the use of the Congolese franc (CDF) as the main currency for daily transactions in the Democratic Republic of the Congo (DRC), with particular attention to the currency of remuneration. The analysis relies on a cross-sectional quantitative survey of 427 respondents. Because the sample is voluntary, non-probabilistic, predominantly urban, and highly

educated, the findings are interpreted as within-sample associations rather than nationally representative estimates. The empirical strategy combines descriptive statistics, association tests, and Logit models, complemented by several robustness checks. The results show a strong association between being remunerated in CDF and using the domestic currency for daily transactions. In the main specification, CDF remuneration is associated with approximately 4.6 times higher odds of daily CDF use and with an average probability about 19.7 percentage points higher, conditional on observed characteristics. Income is also significantly associated with currency choice: respondents earning more than USD 1,000 per month are substantially less likely to use the CDF as their main daily transaction currency. By contrast, adding indicators of perceived inflation, confidence, monetary expectations, and mobile money use does not significantly improve the structural model. These findings highlight the relevance of income currency and transactional constraints for the microeconomic analysis of dollarization in the DRC, while the cross-sectional design does not support causal interpretation.

Keywords: dollarization; Congolese franc; currency of remuneration; currency choice; daily transactions; Democratic Republic of the Congo.

JEL Classification: **E41; E42; C25; E52.**

Introduction

La coexistence durable d'une monnaie nationale et d'une devise étrangère constitue une caractéristique importante de nombreuses économies ayant connu des épisodes d'inflation élevée, de dépréciation monétaire ou d'instabilité macroéconomique. Dans ces contextes, la monnaie étrangère peut progressivement remplir certaines fonctions normalement dévolues à la monnaie nationale : réserve de valeur, unité de compte, instrument de crédit ou moyen de paiement. La dollarisation qui en résulte ne constitue toutefois pas nécessairement un phénomène uniforme. Les agents peuvent continuer à utiliser la monnaie nationale pour certaines opérations tout en privilégiant une devise étrangère pour d'autres.

La littérature économique a largement étudié les déterminants de cette dollarisation. Les approches de portefeuille montrent notamment que la détention d'actifs en devises peut constituer une réponse rationnelle aux risques relatifs d'inflation et de change (Ize & Levy Yeyati, 2003). D'autres travaux mettent en évidence des mécanismes d'hystérèse : une fois l'usage de la devise étrangère suffisamment répandu et ses coûts de transaction réduits, la stabilisation macroéconomique ne suffit pas nécessairement à provoquer un retour rapide vers la monnaie nationale (Uribe, 1997). Les expériences passées de crises monétaires, les caractéristiques institutionnelles, l'accès au système financier et les coûts d'utilisation des différentes monnaies peuvent ainsi contribuer à entretenir durablement la dollarisation.

Ces mécanismes sont particulièrement pertinents en République Démocratique du Congo (RDC). Après plusieurs décennies marquées par l'instabilité monétaire et notamment les épisodes d'hyperinflation des années 1990, l'USD a acquis une place importante dans l'économie congolaise. Les travaux consacrés à la RDC ont montré que cette dollarisation affecte la demande de monnaie, la dynamique du taux de change et l'efficacité de la politique monétaire (Beaugrand, 2003 ; Fischer et al., 2013). Les analyses institutionnelles plus récentes soulignent également le poids persistant des devises dans le système bancaire et les contraintes qui en résultent pour la transmission de la politique monétaire.

Cette littérature permet de comprendre pourquoi la dollarisation congolaise est devenue profonde et persistante. Elle renseigne toutefois beaucoup moins directement sur une question plus élémentaire : **qu'est-ce qui conduit, au niveau individuel, à utiliser principalement le franc congolais plutôt que le dollar dans les transactions quotidiennes ?**

Cette question mérite d'être distinguée de celle de la dollarisation financière. La monnaie choisie pour l'épargne ou l'endettement répond

largement à des considérations de rendement, de protection du patrimoine et de risque. Le choix de la monnaie des transactions courantes peut, quant à lui, dépendre davantage de facteurs immédiatement opérationnels : monnaie disponible au moment de l'achat, monnaie dans laquelle le revenu est perçu, acceptabilité auprès des commerçants, coûts de conversion ou organisation habituelle des flux monétaires.

La monnaie de rémunération constitue à cet égard une variable particulièrement intéressante. Lorsqu'un individu reçoit son revenu dans une monnaie donnée, celle-ci devient immédiatement disponible pour financer ses dépenses. La convertir dans une autre monnaie peut engendrer un coût financier, informationnel ou pratique. La monnaie du revenu peut ainsi contribuer à structurer le choix transactionnel sans pour autant le déterminer complètement.

Des travaux sur données individuelles fournissent des éléments compatibles avec cette hypothèse. Aiba et al. (2018), dans le cas du Cambodge, montrent que la devise dans laquelle les revenus sont perçus est liée au choix de devise pour l'endettement des ménages. Hay (2021) met pour sa part en évidence une différenciation des usages monétaires entre transactions, salaires et épargne à Phnom Penh. Ces recherches suggèrent que les flux de revenu et les choix monétaires sont étroitement liés, mais également que la dollarisation doit être étudiée en distinguant les fonctions exercées par chaque monnaie.

La littérature consacrée à la RDC a principalement analysé la dollarisation à partir de ses déterminants macroéconomiques, de ses manifestations financières et bancaires, de ses implications pour la transmission monétaire et des politiques de dédollarisation. Les arbitrages monétaires directement observés au niveau individuel demeurent cependant beaucoup moins documentés. En particulier, la relation entre la monnaie dans laquelle les

revenus sont perçus et celle qui est principalement utilisée pour les transactions quotidiennes reste insuffisamment étudiée.

À notre connaissance, au regard de la littérature identifiée, la contribution spécifique de cette étude réside donc moins dans l'analyse générale de la dollarisation congolaise que dans l'examen microéconomique de la relation entre monnaie de rémunération et monnaie transactionnelle.

Le présent article cherche à contribuer à combler ce déficit en répondant à la question suivante : Quels facteurs sont associés à l'utilisation du franc congolais comme principale monnaie des transactions quotidiennes, et dans quelle mesure la monnaie de rémunération constitue-t-elle un facteur structurant de ce choix ?

Cette interrogation comporte également une dimension informationnelle et communicationnelle. Dans le domaine monétaire, les comportements des agents ne se forment pas indépendamment des représentations qu'ils se font de la stabilité de la monnaie, de son évolution future ou de la crédibilité de l'environnement institutionnel dans lequel elle circule. La confiance, les perceptions de l'inflation et les anticipations peuvent ainsi être envisagées comme des variables situées à l'interface entre environnement économique, information disponible et comportement monétaire. La présente étude ne mesure pas directement l'exposition des individus aux communications des autorités monétaires ni leur réception ; elle permet toutefois d'examiner si certaines perceptions auxquelles la communication monétaire est susceptible de contribuer conservent un pouvoir explicatif propre une fois prises en compte les contraintes socioéconomiques et transactionnelles.

L'analyse repose sur une enquête quantitative transversale menée auprès de 427 répondants résidant en RDC. Le questionnaire renseigne notamment sur la monnaie de rémunération, la monnaie principalement utilisée au quoti-

dien, le revenu, le milieu de résidence, l'âge, le niveau d'instruction, le statut professionnel, les perceptions de l'inflation, la confiance dans le CDF, les anticipations monétaires et l'utilisation du mobile money. L'échantillon étant volontaire et non probabiliste, l'objectif n'est pas d'estimer des paramètres représentatifs de la population congolaise, mais d'identifier des associations microéconomiques au sein du groupe étudié.

Empiriquement, l'étude combine statistiques descriptives, tests d'association et modèles de régression binaire. La spécification principale est un modèle Logit dans lequel la probabilité d'utiliser quotidiennement le CDF est expliquée par la monnaie de rémunération et plusieurs caractéristiques socioéconomiques. Des spécifications successives introduisent ensuite les perceptions monétaires et l'utilisation du mobile money. Des analyses de robustesse reposant notamment sur un modèle Probit, différentes règles de sélection de l'échantillon et un contrôle géographique alternatif complètent l'analyse.

Les résultats mettent en évidence trois faits principaux.

Premièrement, la monnaie de rémunération présente une association particulièrement forte et robuste avec le choix transactionnel quotidien. Après ajustement sur les caractéristiques observées, la rémunération en CDF est associée à des odds d'utilisation quotidienne du CDF environ 4,6 fois supérieures à celles de la catégorie de référence. L'effet marginal moyen correspondant est d'environ +19,7 points de pourcentage. Cette association demeure substantielle dans l'ensemble des principales analyses de robustesse.

Deuxièmement, le niveau de revenu est fortement associé au choix monétaire. Les répondants appartenant aux catégories de revenu supérieures à 1 000 USD présentent une probabilité sensiblement plus faible d'utiliser principalement le CDF au quotidien que ceux de la catégorie de référence. Le résultat suggère

ainsi une segmentation économique des comportements monétaires plutôt qu'une homogénéité du choix CDF/USD.

Troisièmement, les indicateurs contemporains de perception de l'inflation, de confiance et d'anticipations monétaires n'améliorent pas significativement le modèle une fois les facteurs structurels pris en compte. L'utilisation du mobile money n'apporte pas non plus de pouvoir explicatif statistiquement robuste supplémentaire. Ces résultats ne signifient pas que confiance et digitalisation soient sans importance pour la dédollarisation ; ils suggèrent plutôt que leur rôle peut dépendre de la fonction monétaire considérée.

L'article apporte ainsi trois contributions principales :

- La première est empirique. Il fournit des données individuelles récentes sur le choix de monnaie dans un contexte africain de dollarisation persistante où les analyses microéconomiques demeurent moins nombreuses que les études macroéconomiques et bancaires.
- La deuxième est analytique. L'étude distingue explicitement la monnaie transactionnelle des autres dimensions de la dollarisation et met au centre de l'analyse la relation entre monnaie de rémunération et monnaie utilisée au quotidien.
- La troisième contribution concerne la politique économique. Sans établir de causalité, les résultats suggèrent qu'une stratégie de promotion de la monnaie nationale doit considérer non seulement la stabilité macroéconomique et la confiance, mais aussi les conditions concrètes dans lesquelles le CDF entre dans les flux de revenu et circule dans les transactions. La dédollarisation ne dépendrait donc pas uniquement de la volonté des agents de détenir la monnaie nationale, mais également de la facilité avec laquelle celle-ci peut être reçue, conservée et utilisée.

La perspective ci-dessus ouvre également une lecture en termes de communication monétaire. Elle invite à considérer que la formation de la confiance et des anticipations ne peut être dissociée des conditions concrètes dans lesquelles les agents reçoivent et utilisent la monnaie. En ce sens, la crédibilité d'une politique de promotion du CDF relève à la fois des messages institutionnels qui l'accompagnent et de l'expérience économique et transactionnelle à laquelle ces messages renvoient.

Cette conclusion doit néanmoins rester proportionnée au dispositif empirique. L'enquête est transversale, déclarative et non probabiliste ; elle comporte une forte représentation des répondants urbains et diplômés. Les résultats doivent par conséquent être interprétés comme des associations conditionnelles au sein de l'échantillon, et non comme des effets causaux ou des estimations nationales. Ces limites sont explicitement intégrées à la stratégie d'analyse.

Le reste de l'article est organisé comme suit. La section 1 présente le cadre conceptuel, la littérature pertinente et les hypothèses. La section 2 décrit les données et la stratégie économétrique. La section 3 présente les résultats et les analyses de robustesse. La section 4 les discute à la lumière de la littérature sur la dollarisation et la substitution monétaire. La conclusion dégage les principales implications ainsi que les pistes de recherche futures.

Le reste de l'article est organisé comme suit. La section 2 présente le cadre conceptuel, la littérature pertinente et les hypothèses. La section 3 décrit les données et la stratégie économétrique. La section 4 présente les résultats et les analyses de robustesse. La section 5 les discute à la lumière de la littérature sur la dollarisation et la substitution monétaire. La dernière section conclut et dégage les principales implications ainsi que les pistes de recherche futures.

1. Cadre conceptuel, littérature et hypothèses

1.1. De la dollarisation agrégée au choix monétaire individuel

La dollarisation désigne l'utilisation d'une monnaie étrangère par les résidents pour remplir une ou plusieurs fonctions traditionnellement dévolues à la monnaie nationale : moyen de paiement, unité de compte et réserve de valeur. Elle peut ainsi prendre des formes différentes selon qu'elle concerne les transactions courantes, la détention d'actifs et de dépôts, l'endettement ou la fixation des prix et des contrats.

Une part importante de la littérature économique s'est concentrée sur la dollarisation financière. Dans l'approche de portefeuille développée par Ize et Levy Yeyati (2003), la composition monétaire des actifs et passifs dépend notamment des risques relatifs associés à l'inflation et au taux de change. La dollarisation peut ainsi persister même lorsque la stabilité macroéconomique s'améliore, dès lors que la devise étrangère continue d'offrir des propriétés de couverture ou que les comportements antérieurs ont créé des formes d'inertie. Dans le prolongement de cette approche, De Nicoló et al. (2005) analysent les causes et les conséquences de la dollarisation des dépôts et soulignent l'importance des conditions macroéconomiques et institutionnelles dans la persistance de la dollarisation financière.

La littérature empirique confirme que la dollarisation ne peut être réduite à l'inflation contemporaine. Corrales et Imam (2021), à partir de données internationales sur les ménages et les entreprises, montrent que les variables de développement financier, d'accès au financement extérieur et de structure des marchés expliquent une partie importante de la dollarisation des dépôts et crédits, alors que le modèle traditionnel de substitution monétaire n'en rend compte que partiellement.

Cette importance des facteurs structurels apparaît également à l'échelle de l'Afrique subsaharienne. Corrales et al. (2016) montrent que les déterminants traditionnels de portefeuille n'expliquent qu'une partie limitée des différences de dollarisation observées dans la région, tandis que les caractéristiques liées au développement des marchés jouent un rôle substantiel. La persistance de niveaux élevés de dollarisation malgré l'amélioration de l'environnement macroéconomique suggère ainsi que les choix monétaires ne peuvent être ramenés aux seules conditions contemporaines d'inflation et de change.

Ces travaux portent toutefois principalement sur la détention d'actifs ou l'endettement. Or, la monnaie effectivement utilisée dans les transactions quotidiennes répond potentiellement à une logique différente. Pour acheter des biens et services courants, l'individu doit arbitrer non seulement entre stabilité et risque, mais également entre disponibilité immédiate des monnaies, acceptabilité auprès des vendeurs, coûts de conversion et habitudes transactionnelles. Le choix de la monnaie des transactions courantes doit donc être analysé comme une dimension spécifique de la dollarisation.

1.2. Coûts de transaction, persistance et monnaie disponible

La théorie de la substitution monétaire accorde une place importante aux coûts d'utilisation des différentes monnaies. Lorsqu'une devise étrangère devient suffisamment répandue, son utilisation génère des externalités de réseau : davantage d'agents l'acceptent, les coûts de transaction diminuent et son usage peut persister même après disparition d'une partie des conditions macroéconomiques qui avaient initialement favorisé son adoption.

Uribe (1997) formalise précisément un mécanisme d'hystérèse dans lequel l'utilisation passée de la devise étrangère réduit son coût transactionnel et peut rendre la substitution

monétaire persistante. La stabilisation macroéconomique ne garantit donc pas automatiquement un retour intégral à la monnaie nationale.

Les données individuelles étudiées par Stix (2011) dans plusieurs économies européennes anciennement fortement exposées aux devises étrangères confortent l'idée que la persistance de l'euroïsation ne s'explique pas uniquement par les conditions macroéconomiques contemporaines. Les caractéristiques individuelles et l'expérience antérieure de l'instabilité jouent également un rôle dans la demande de devises.

Cette perspective conduit à considérer la monnaie dans laquelle les revenus sont reçus comme potentiellement importante pour les transactions courantes. Un revenu reçu dans une monnaie donnée fournit immédiatement à l'individu un stock de liquidité dans cette monnaie. Utiliser cette même monnaie pour les dépenses peut éviter une conversion et les coûts monétaires ou pratiques associés.

Il ne s'agit pas pour autant d'une relation déterministe. La monnaie de rémunération peut être convertie, épargnée ou affectée à d'autres usages. Le degré d'acceptation de chaque monnaie et la nature des dépenses interviennent également.

1.3. Monnaie du revenu et choix monétaire : enseignements des données microéconomiques

La relation entre monnaie du revenu et décisions monétaires apparaît dans plusieurs travaux sur données individuelles, même si la littérature directement consacrée aux paiements quotidiens reste plus limitée.

Aiba et al. (2018), à partir de données de ménages cambodgiens, montrent que la probabilité d'emprunter en devise étrangère augmente avec la part du revenu perçue dans cette devise. Les auteurs interprètent cette relation comme compatible avec un comportement de couverture du risque de change. Leur étude concerne

la monnaie de l'endettement et non celle des dépenses quotidiennes, mais elle montre que la devise des flux de revenu peut être étroitement liée aux autres décisions monétaires des ménages.

Hay (2021) apporte un éclairage particulièrement pertinent sur la dollarisation réelle. À partir de deux enquêtes conduites à Phnom Penh, l'auteur distingue explicitement les monnaies utilisées pour les transactions, les salaires et l'épargne. Le choix de devise pour les transactions varie notamment selon le type de marché, l'origine des produits et leur prix, tandis que les pratiques salariales et d'épargne présentent leurs propres déterminants.

Plus directement encore, Odajima et al. (2019) étudient le choix de monnaie dans les transactions domestiques à partir d'une enquête représentative auprès des ménages cambodgiens. Ils montrent que la taille des transactions, l'accès aux services financiers et les externalités de réseau sont associés au choix entre monnaie locale et devise étrangère. Ces résultats confortent l'idée que le choix transactionnel dépend non seulement des préférences monétaires générales, mais également des coûts et contraintes concrètes associés à l'utilisation de chaque monnaie.

Ces résultats montrent l'intérêt de ne pas considérer la dollarisation comme un état homogène. Ils suggèrent également que les flux de revenu peuvent constituer l'un des points d'entrée permettant de comprendre comment les individus organisent leurs liquidités entre plusieurs monnaies.

Sur le plan conceptuel, cette relation peut être interprétée à travers une hypothèse de monnaie du revenu. Recevoir régulièrement un revenu dans une monnaie donnée peut accroître sa disponibilité immédiate, réduire la nécessité de conversion et favoriser l'organisation des dépenses courantes dans cette même monnaie. Ces mécanismes constituent toutefois des interprétations plausibles plutôt que des mécanismes causalement identifiés par les

données utilisées dans cette étude.

Monnaie de rémunération → disponibilité de liquidité + coûts de conversion + organisation des flux de dépenses → monnaie transactionnelle

Dans cette perspective, notre première hypothèse est :

H1. La rémunération en CDF est positivement associée à l'utilisation quotidienne du CDF.

L'hypothèse porte délibérément sur une association et non sur un effet causal.

1.4. Revenu, accès aux devises et segmentation des comportements

Les choix monétaires peuvent également différer selon la position économique des individus.

Un revenu plus élevé peut faciliter l'accès aux services bancaires, aux comptes en devises, aux biens importés ou à des transactions pour lesquelles l'USD est davantage utilisé. Il peut aussi réduire le poids relatif des coûts fixes de conversion et faciliter la détention simultanée de plusieurs monnaies.

Stix (2011) met en évidence, dans son contexte d'étude, des différences d'utilisation des devises selon plusieurs caractéristiques socioéconomiques, dont le revenu et l'éducation. Les analyses internationales de Corrales et Imam (2021) montrent plus largement que les déterminants de la dollarisation varient avec le niveau de développement économique et que les facteurs structurels peuvent être plus importants que les seules variables de stabilité macroéconomique.

Il n'existe toutefois aucune raison théorique suffisamment forte pour imposer, dans notre échantillon, une relation linéaire entre revenu et usage du CDF. L'accès aux différentes monnaies peut changer par paliers plutôt que proportionnellement au revenu.

Nous formulons donc :

H2. La probabilité d'utiliser quotidiennement le CDF varie significativement selon le niveau de revenu.

Cette formulation non directionnelle permet de tester la différenciation socioéconomique sans imposer artificiellement une relation monotone.

1.5. Environnement urbain et exposition à la dollarisation

Le lieu de résidence peut également modifier l'environnement du choix monétaire. Les centres urbains concentrent généralement davantage d'institutions financières, d'activités commerciales formelles, de biens importés et d'opérations de change. Dans une économie fortement dollarisée, cette densité peut accroître la disponibilité et l'acceptabilité de la devise étrangère.

Cette hypothèse doit cependant être considérée avec prudence dans la présente étude en raison de la faible représentation du milieu rural.

Nous testons néanmoins :

H3. La résidence urbaine est associée à une moindre probabilité d'utilisation quotidienne du CDF.

Cette hypothèse doit être comprise comme un test interne à l'échantillon et non comme une proposition générale concernant l'ensemble des zones urbaines et rurales de la RDC.

1.6. Confiance, anticipations et choix transactionnel

L'une des explications classiques de la dollarisation réside dans la recherche de protection contre la perte de pouvoir d'achat de la monnaie nationale. L'inflation, les anticipations de dépréciation et la mémoire des crises monétaires peuvent ainsi renforcer la demande de devises.

Stix (2011) montre néanmoins que les anticipations contemporaines ne suffisent pas nécessairement à expliquer la persistance de la détention de monnaies étrangères. Corrales et Imam (2021) concluent également que les variables traditionnelles de substitution monétaire n'expliquent qu'imparfaitement la dollarisation financière, les caractéristiques structurelles et de marché jouant un rôle substantiel.

Cette distinction pourrait être encore plus importante pour les transactions quotidiennes. Un individu peut préférer le dollar comme réserve de valeur tout en utilisant le CDF pour acheter quotidiennement des biens lorsque ses revenus, les prix ou l'environnement commercial rendent ce comportement plus commode.

Les résultats d'Aiba et Sam (2023) renforcent toutefois la nécessité de distinguer les fonctions monétaires. À partir de données de ménages cambodgiens, les auteurs montrent que les anticipations d'inflation et de change demeurent associées au choix de la monnaie des dépôts. Les perceptions peuvent ainsi jouer un rôle plus marqué pour les décisions de détention et d'épargne que pour la monnaie effectivement mobilisée dans les transactions quotidiennes.

Nous formulons donc l'hypothèse comparative suivante :

H4. L'introduction des perceptions relatives à l'inflation, à la confiance et aux anticipations monétaires améliore significativement l'explication du choix transactionnel au-delà des caractéristiques structurelles.

Cette hypothèse permet de tester si les perceptions monétaires apportent une information explicative supplémentaire une fois prises en compte les caractéristiques structurelles des répondants. Son rejet ne signifierait pas que les perceptions sont sans importance pour la dollarisation dans son ensemble, mais seulement qu'aucun apport incrémental statistiquement significatif n'est détecté pour la monnaie principalement utilisée dans les transactions courantes.

1.7. Digitalisation des paiements et choix de monnaie

La diffusion des technologies de paiement ajoute une dimension nouvelle au choix monétaire. En réduisant certains coûts de transaction, un instrument numérique peut favoriser l'utilisation de la monnaie dans laquelle il est principalement libellé. Mais la technologie de paiement et la monnaie constituent deux objets distincts : une infrastructure numérique peut théoriquement transporter aussi bien la monnaie nationale qu'une devise étrangère.

Les travaux expérimentaux d'Arrieta Vidal et al. (2022) montrent plus généralement que les coûts associés à l'utilisation ou à la détention de la monnaie nationale peuvent influencer la substitution transactionnelle et que réduire ces coûts constitue un instrument potentiel de dédollarisation.

La digitalisation ne doit donc pas être supposée ex ante dédollarisante.

Nous formulons :

H5. L'utilisation du mobile money apporte un pouvoir explicatif supplémentaire au choix de la monnaie transactionnelle après prise en compte des caractéristiques structurelles et des perceptions monétaires.

Cette hypothèse vise à distinguer choix de l'instrument de paiement et choix de la monnaie.

1.8. Le cas de la République Démocratique du Congo et le gap de recherche

La RDC constitue un terrain particulièrement pertinent pour étudier ces mécanismes. La dollarisation y possède des racines historiques profondes. Beaugrand (2003) analyse déjà les interactions entre inflation, taux de change et demande relative de monnaie nationale et étrangère dans le contexte congolais fortement dollarisé.

Fischer et al. (2013) montrent ensuite que la forte dollarisation du système bancaire constitue l'une des contraintes importantes pesant sur l'efficacité de la politique monétaire congolaise. Leur analyse souligne les difficultés de transmission monétaire dans un environnement combinant dollarisation élevée et faiblesse institutionnelle.

Plus récemment, Musa et al. (2024) intègrent explicitement la forte dollarisation parmi les caractéristiques structurelles du cadre de politique monétaire congolais. Leur modèle semi-structurel de l'économie de la RDC souligne notamment l'importance du taux de change et des spécificités d'une économie fortement dollarisée pour la dynamique de l'inflation et la transmission de la politique monétaire. Ces travaux actualisent ainsi le diagnostic macroéconomique de Fischer et al. (2013), sans toutefois traiter directement les déterminants individuels du choix de la monnaie transactionnelle.

La littérature congolaise et institutionnelle disponible a donc largement documenté les dimensions macroéconomiques, bancaires et institutionnelles de la dollarisation. Le déficit de connaissance se situe ailleurs. La dollarisation congolaise a été beaucoup plus étudiée comme phénomène macroéconomique, financier et institutionnel que comme ensemble de choix monétaires observés directement au niveau individuel.

Plus précisément, à notre connaissance au regard de la littérature identifiée, les travaux existants renseignent encore peu la relation entre monnaie de rémunération et monnaie principalement utilisée pour les transactions quotidiennes au niveau individuel en RDC. C'est ce gap que la présente étude cherche à réduire.

Elle ne vise donc pas à proposer une nouvelle explication générale de la dollarisation congolaise. Sa contribution est plus circonscrite : elle examine comment la monnaie de rémunération, le revenu, certaines caractéristiques socioéconomiques, les perceptions monétaires

et l'utilisation du mobile money sont associés au choix quotidien entre monnaie nationale et devise étrangère. Cette approche permet de relier deux niveaux d'analyse généralement traités séparément : d'une part, les contraintes macroéconomiques et institutionnelles qui entretiennent la dollarisation ; d'autre part, les conditions concrètes dans lesquelles les individus effectuent leurs arbitrages monétaires quotidiens.

2. Méthodologie

2.1. Données et dispositif d'enquête

Cette étude repose sur une enquête quantitative transversale consacrée aux comportements monétaires des résidents de la RDC) avec une attention particulière portée à l'utilisation respective du franc congolais (CDF) et du dollar américain (USD). Le questionnaire structuré comprenait 17 questions couvrant les caractéristiques socioéconomiques des répondants, la monnaie de rémunération, la monnaie principalement utilisée dans les transactions quotidiennes, les moyens de paiement, les perceptions relatives au CDF et à l'inflation ainsi que les anticipations concernant l'évolution future de la monnaie nationale.

Le questionnaire a été administré électroniquement auprès de répondants résidant en République Démocratique du Congo, entre le 9 mai et le 15 juin 2026, au moyen de KoBo-Toolbox et diffusé notamment par les réseaux sociaux, le courrier électronique ainsi que des réseaux professionnels, académiques et institutionnels. La participation à cette enquête quantitative transversale était volontaire, anonyme et sans contrepartie financière. Après contrôle de l'exploitabilité des questionnaires, la base analytique comprend 427 observations.

L'échantillonnage n'étant pas probabiliste, les statistiques issues de l'enquête ne doivent pas être interprétées comme des estimations représentatives de l'ensemble de la population

congolaise. L'échantillon est notamment très majoritairement urbain (92,5 %) et fortement concentré à Kinshasa (54,8 %). Il présente également un niveau d'instruction particulièrement élevé. L'objectif de l'analyse est par conséquent analytique plutôt que représentatif : il consiste à étudier les associations entre les caractéristiques observées des répondants et leurs choix monétaires au sein de l'échantillon. Cette distinction conditionne l'interprétation de l'ensemble des résultats.

2.2. Variable dépendante

La variable dépendante mesure le choix du CDF comme principale monnaie utilisée dans les transactions quotidiennes. Elle est construite à partir de la question relative à la monnaie principalement utilisée au quotidien et codée :

$Y_i = 1$ si le répondant utilise principalement le CDF au quotidien ; $Y_i = 0$ sinon. (1)

Sur les 427 répondants, 343 déclarent utiliser principalement le CDF au quotidien, soit 80,3 % de l'échantillon, contre 80 répondants (18,7 %) déclarant principalement l'USD ; quatre observations correspondent à d'autres monnaies ou modalités.

Le choix d'une variable binaire permet d'étudier directement la probabilité d'utilisation quotidienne de la monnaie nationale. Il importe toutefois de souligner que cette variable renseigne sur la monnaie principalement déclarée par le répondant et non sur la totalité de ses transactions ni sur les montants effectivement dépensés dans chaque monnaie.

2.3. Variable explicative centrale : monnaie de rémunération

La principale variable explicative est la monnaie dans laquelle le répondant déclare recevoir sa rémunération. Une variable indicatrice prend la valeur 1 lorsque la rémunération est principalement reçue en CDF et 0 dans les autres cas.

Dans l'échantillon, 296 répondants (69,3 %) déclarent être rémunérés en CDF et 128 (30,0 %) en USD, les trois observations restantes correspondant à une autre monnaie.

Le choix de cette variable répond à l'hypothèse selon laquelle la monnaie dans laquelle les ressources courantes sont perçues peut être associée à la monnaie utilisée pour les dépenses quotidiennes. Cette relation peut notamment refléter des coûts de conversion, l'organisation des flux monétaires du ménage ou les contraintes pratiques d'accès aux différentes devises. La littérature internationale fournit des résultats compatibles avec l'existence d'un appariement entre la devise des revenus et celle de certaines décisions financières, notamment dans le cas des ménages cambodgiens. Elle ne permet toutefois pas d'interpréter a priori cette association comme un effet causal.

2.4. Variables de contrôle

Le modèle principal intègre un ensemble parcimonieux de caractéristiques structurelles susceptibles d'être associées au choix de monnaie.

Le revenu mensuel est regroupé en quatre catégories afin d'éviter à la fois une hypothèse de linéarité peu plausible et le traitement des non-réponses comme appartenant artificiellement à la catégorie de référence : (i) revenu inférieur ou égal à 1 000 USD, catégorie de référence ; (ii) 1 001–2 000 USD ; (iii) plus de 2 000 USD ; et (iv) revenu non renseigné ou refus de réponse. Cette dernière catégorie concerne 79 répondants et est conservée séparément afin de ne pas réduire inutilement l'échantillon principal.

Le milieu de résidence distingue les répondants urbains des répondants ruraux. Son coefficient devra être interprété avec prudence, puisque seuls 32 répondants résident en milieu rural.

Le niveau d'instruction distingue les études postuniversitaires des études universitaires ou autres niveaux. Cette spécification tient

compte de la composition très particulière de l'échantillon : 423 répondants sur 427 disposent d'un niveau universitaire ou postuniversitaire, ce qui interdit pratiquement toute comparaison robuste avec les niveaux d'instruction inférieurs.

L'âge est introduit sous forme catégorielle afin de permettre des associations non linéaires entre cycle de vie et choix monétaire.

Enfin, une variable identifie les fonctionnaires et agents publics, afin de distinguer l'association liée à la monnaie de rémunération de celle qui pourrait simplement provenir d'une forte présence des agents publics dans l'échantillon.

La région détaillée de résidence n'est pas introduite dans la spécification principale. Les effectifs extrêmement faibles dans certaines régions — notamment le Nord et l'Ouest — rendraient les estimations instables et leur interprétation fragile. Les contrôles géographiques alternatifs sont réservés aux analyses de robustesse.

2.5. Modèle économétrique principal

Compte tenu de la nature binaire de la variable dépendante, l'analyse principale repose sur une régression logistique :

$$P(Y_i = 1 | X_i) = \Lambda(\alpha + \beta_1 \text{SalaryCDF}_i + \beta'X_i) \quad (2)$$

avec :

$$\Lambda(z) = 1 / [1 + \exp(-z)] \quad (3)$$

$$\log[P(Y_i = 1) / (1 - P(Y_i = 1))] = \alpha + \beta_1 \text{SalaryCDF}_i + \beta_2 \text{IncomeMid}_i + \beta_3 \text{IncomeHigh}_i + \beta_4 \text{IncomeMissing}_i + \beta_5 \text{Urban}_i + \beta_6 \text{Postgrad}_i + \beta_7 \text{Age36-45}_i + \beta_8 \text{Age46-60}_i + \beta_9 \text{Age60+}_i + \beta_{10} \text{Public}_i \quad (4)$$

Les estimations utilisent des erreurs standards robustes à l'hétéroscédasticité (HC1).

Les résultats sont présentés sous deux formes complémentaires : les odds ratios (OR) accompagnés de leurs intervalles de confiance à 95 %,

et les effets marginaux moyens (Average Marginal Effects, AME). Ces derniers constituent l'outil privilégié pour l'interprétation économique, puisqu'ils traduisent les estimations en variations moyennes de probabilité plutôt qu'en rapports de cotes.

$$AME_k = (1/N) \sum_i [\partial P(Y_i = 1 | X_i) / \partial X_{ik}] \quad (5)$$

2.6. Stratégie de spécification

Afin de distinguer l'information apportée par les caractéristiques structurelles de celle associée aux perceptions monétaires, quatre spécifications emboîtées sont estimées.

Le modèle M1 ne contient que la monnaie de rémunération et fournit une association brute ajustée uniquement par la constante.

Le modèle M2, retenu comme spécification principale, ajoute le revenu, le milieu de résidence, le niveau d'instruction, l'âge et le statut d'agent public. Il représente le modèle structurel parcimonieux.

Le modèle M3 complète M2 par plusieurs variables de perception : forte hausse perçue des prix, augmentation récente de la confiance dans le CDF, confiance élevée ou très élevée dans sa stabilité future et anticipation d'une progression de son utilisation à cinq ans.

Le modèle M4 ajoute enfin l'utilisation du mobile money.

Cette construction séquentielle permet d'évaluer si les variables de perception et de paiement numérique améliorent effectivement l'explication du choix transactionnel après prise en compte des caractéristiques structurelles.

La comparaison des spécifications repose sur les tests du rapport de vraisemblance, les critères d'information et les indicateurs de discrimination. M2 est retenu comme spécification principale parce que l'ajout des caractéristiques structurelles améliore significativement

M1 au test du rapport de vraisemblance, améliore la discrimination du modèle et conduit à l'AIC le plus faible parmi les spécifications multivariées considérées. Le BIC, qui pénalise plus fortement la complexité, favorise toutefois la spécification minimale M1. Le choix de M2 repose donc conjointement sur la qualité d'ajustement, sa pertinence substantielle et son caractère relativement parcimonieux.

2.7. Analyses de robustesse

Plusieurs analyses sont mises en œuvre pour tester la stabilité de l'association centrale entre monnaie de rémunération et monnaie transactionnelle.

- Primo, le modèle principal est réestimé à l'aide d'un Probit, afin de vérifier que le résultat ne dépend pas du choix de la fonction de lien.
- Secundo, une estimation est réalisée uniquement parmi les répondants ayant fourni une catégorie de revenu exploitable, afin d'évaluer la sensibilité des résultats au traitement des refus et valeurs manquantes.
- Tertio, l'analyse est limitée aux observations pour lesquelles la monnaie de rémunération et la monnaie principalement utilisée au quotidien sont explicitement le CDF ou l'USD.
- Quarto, une spécification supplémentaire introduit un contrôle distinguant Kinshasa du reste de l'échantillon, compte tenu de la concentration géographique des répondants.

Ces analyses ne sont pas utilisées pour sélectionner la spécification produisant le coefficient le plus favorable, mais pour évaluer la stabilité du résultat principal face à des décisions raisonnables de codage et de modélisation.

2.8. Interprétation et portée de l'inférence

L'enquête étant transversale et non expérimentale, les coefficients estimés doivent être inter-

prétés exclusivement comme des associations conditionnelles. En particulier, l'étude ne permet pas d'affirmer que le versement d'une rémunération en CDF cause une augmentation de l'utilisation quotidienne de cette monnaie.

Des facteurs non observés peuvent simultanément influencer la monnaie de rémunération et la monnaie utilisée pour les dépenses. L'enquête ne renseigne notamment pas directement sur l'accès individuel aux services bancaires, l'exposition personnelle au risque de change, la volatilité du revenu, les pertes monétaires subies antérieurement ou la fréquence effective de conversion entre CDF et USD.

Par ailleurs, la participation volontaire, la forte proportion de répondants urbains et le niveau d'instruction inhabituellement élevé limitent la validité externe des résultats. Les probabilités estimées ne doivent donc pas être interprétées comme des paramètres représentatifs de la population congolaise.

L'intérêt du dispositif est différent : il permet de déterminer si, au sein d'un échantillon de répondants présentant des comportements monétaires hétérogènes, l'association entre monnaie de rémunération et monnaie transactionnelle subsiste après prise en compte d'un ensemble de caractéristiques observées.

2.9. Hypothèses empiriques

L'analyse teste cinq propositions principales.

H1. La rémunération en CDF est positivement associée à la probabilité d'utiliser principalement le CDF dans les transactions quotidiennes.

H2. La probabilité d'utiliser principalement le CDF dans les transactions quotidiennes varie selon le niveau de revenu.

H3. La résidence en milieu urbain est négativement associée à la probabilité d'utiliser principalement le CDF dans les transactions quotidiennes.

H4. L'introduction des perceptions relatives à l'inflation, à la confiance et aux anticipations monétaires améliore significativement l'explication du choix transactionnel au-delà des caractéristiques structurelles.

H5. L'utilisation du mobile money apporte un pouvoir explicatif supplémentaire au choix de la monnaie transactionnelle après prise en compte des caractéristiques structurelles et des perceptions monétaires.

Ces hypothèses permettent de distinguer trois dimensions : la **structure des flux monétaires**, les **caractéristiques socioéconomiques** et les **perceptions ou modalités de paiement**.

3. Résultats

3.1. Profil de l'échantillon et comportements monétaires

L'échantillon analytique comprend 427 répondants. Il présente un profil principalement urbain et relativement qualifié : 395 répondants, soit 92,5 %, résident en milieu urbain, tandis que Kinshasa représente 54,8 % de l'échantillon. Le niveau d'instruction est également élevé : 291 participants déclarent un niveau universitaire et 132 un niveau postuniversitaire. Cette composition confirme que les statistiques descriptives présentées ci-après doivent être interprétées comme caractérisant l'échantillon étudié, et non comme des estimations représentatives de l'ensemble de la population congolaise.

Sur le plan professionnel, les fonctionnaires et agents publics constituent le groupe le plus important avec 231 répondants. La distribution des revenus est plus dispersée : 143 répondants déclarent un revenu mensuel inférieur ou égal à 500 USD, 75 entre 501 et 1 000 USD, 61 entre 1 001 et 2 000 USD, 50 entre 2 001 et 5 000 USD et 19 au moins 5 000 USD. Au total, 79 observations correspondent toutefois à une absence de réponse exploitable sur le revenu ou à un refus de répondre ; ces observations sont

maintenues dans une catégorie séparée dans les modèles multivariés.

Les pratiques monétaires présentent un contraste marqué entre la monnaie de rémunération et la monnaie de transaction courante. Parmi les 427 répondants, 296 (69,3 %) déclarent être rémunérés principalement en CDF, contre 128 (30,0 %) en USD et trois dans une autre monnaie. En revanche, 343 répondants (80,3 %) utilisent principalement le CDF dans leurs transactions quotidiennes, contre 80 (18,7 %) principalement l'USD.

Cette première différence suggère que la monnaie utilisée quotidiennement ne constitue pas un simple reflet mécanique de la monnaie de rémunération. Une partie des répondants rémunérés en USD continue notamment d'effectuer principalement ses dépenses courantes en CDF.

Tableau 1. Caractéristiques de l'échantillon analytique

Caractéristique	Catégorie	n	%
Échantillon total		427	100,0
Milieu de résidence	Urbain	395	92,5
	Rural	32	7,5
Région	Kinshasa	234	54,8
	Est	130	30,4
	Sud	39	9,1
	Centre	18	4,2
	Ouest	4	0,9
Âge	Nord	2	0,5
	18–25 ans	45	10,5
	26–35 ans	101	23,7
	36–45 ans	160	37,5
	46–60 ans	102	23,9
Instruction	60 ans et plus	19	4,4
	Universitaire	291	68,1
	Postuniversitaire	132	30,9
	Secondaire/autre	4	0,9
Statut professionnel	Fonctionnaire/agent public	231	54,1
	Autres statuts	196	45,9
Revenu mensuel	≤ 1 000 USD	218	51,1
	1 001–2 000 USD	61	14,3
	> 2 000 USD	69	16,2
	Refus/non renseigné	79	18,5
Monnaie de rémunération	CDF	296	69,3
	USD	128	30,0
	Autre	3	0,7
Monnaie principalement utilisée au quotidien	CDF	343	80,3
	USD	80	18,7
	Autre/EUR	4	0,9

Monnaie de rémunération et monnaie utilisée au quotidien

L'analyse bivariée révèle néanmoins une association nette entre monnaie de rémunération et choix monétaire quotidien.

Tableau 2. Monnaie quotidienne selon la monnaie de rémunération

Monnaie de rémunération	CDF quotidien	USD quotidien	Autre/EUR	Total
CDF	259 (87,5 %)	34 (11,5 %)	3 (1,0 %)	296
USD	81 (63,3 %)	46 (35,9 %)	1 (0,8 %)	128
Autre	3 (100,0 %)	0 (0,0 %)	0 (0,0 %)	3
Total	343 (80,3 %)	80 (18,7 %)	4 (0,9 %)	427

Note. Pourcentages calculés en ligne. Test d'indépendance : $\chi^2 = 36,23$; $p < 0,001$; V de Cramer = 0,206.

Parmi les répondants rémunérés en CDF, 87,5 % déclarent utiliser principalement le CDF au quotidien. La proportion correspondante demeure majoritaire parmi les personnes rémunérées en USD, mais elle est sensiblement plus faible : 63,3 % utilisent principalement le CDF, tandis que 35,9 % déclarent utiliser principalement l'USD.

Le test d'indépendance rejette nettement l'absence d'association : $\chi^2 = 36,23$, $p < 0,001$. Le V de Cramer est égal à : $V = 0,206$, ce qui indique que l'association, bien que loin d'être déterministe, présente une ampleur non négligeable.

Ce résultat descriptif apporte un premier soutien à l'hypothèse H1 : la monnaie dans laquelle le revenu est reçu est liée à la monnaie principalement utilisée pour les dépenses courantes. Il reste cependant nécessaire de vérifier si cette association persiste après prise en compte du revenu, de l'âge, du lieu de résidence, du niveau d'instruction et du statut professionnel.

3.2. Déterminants structurels de l'utilisation quotidienne du CDF

Le Tableau 3 présente les estimations successives des modèles Logit. Le modèle M1 ne contient que la monnaie de rémunération. Le modèle M2 ajoute les caractéristiques socioéconomiques et constitue la spécification principale. M3 introduit ensuite les perceptions monétaires et M4 l'utilisation du mobile money.

Tableau 3. Déterminants de l'utilisation quotidienne du CDF et performance des modèles Logit emboîtés

Variable / indicateur	M1	M2	M3	M4
Rémunération en CDF	3,92***	4,59***	4,44***	4,41***
Revenu 1 001–2 000 USD	—	0,20***	0,19***	0,19***
Revenu > 2 000 USD	—	0,21***	0,21***	0,22***
Revenu refusé/non renseigné	—	0,79	0,78	0,74
Urbain	—	0,19**	0,18**	0,16**
Postuniversitaire	—	0,81	0,83	0,82
Âge 36–45 ans	—	0,59	0,58	0,56*
Âge 46–60 ans	—	0,90	0,85	0,82
Âge ≥ 60 ans	—	1,19	1,05	0,95
Fonctionnaire/agent public	—	1,08	1,09	1,06
Prix fortement augmentés	—	—	0,77	0,77
Confiance récente accrue	—	—	1,04	1,09
Confiance future élevée	—	—	0,94	0,90
Anticipation positive à 5 ans	—	—	1,15	1,20
Mobile money	—	—	—	0,70
Indicateurs d'ajustement et de performance				
N	427	427	427	427
Log-vraisemblance	-197,03	-175,42	-174,82	-174,10
McFadden R ²	0,069	0,171	0,174	0,178
AIC	398,06	372,84	379,63	380,20
BIC	406,17	417,46	440,48	445,11
AUC	0,657	0,767	0,771	0,776
Brier score	—	0,128	—	—
LR M1→M2	—	43,22	—	—
LR M2→M3	—	—	1,21	—
LR M3→M4	—	—	—	1,43

Notes. La variable dépendante vaut 1 lorsque le CDF est la principale monnaie utilisée au quotidien. Les coefficients sont présentés sous forme d'odds ratios. Erreurs standards robustes HC1. Catégories de référence : rémunération autre que CDF ; revenu ≤

1 000 USD ; rural ; universitaire/autre ; âge 18–35 ans ; non-agent public. $p < 0,10$; $\mathbf{p} < 0,05$; $\mathbf{p} < 0,01$. M2 constitue la spécification principale. L'AIC favorise M2 parmi les spécifications multivariées, tandis que le BIC, qui pénalise plus fortement la complexité, favorise M1. Le passage de M1 à M2 améliore significativement l'ajustement du modèle (LR = 43,22 ; ddl = 9 ; $p < 0,001$). Les ajouts de M3 et M4 ne produisent pas d'amélioration statistiquement significative. Tests du rapport de vraisemblance : M1 → M2, $\chi^2(9) = 43,22$, $p < 0,001$; M2 → M3, $\chi^2(4) = 1,21$, $p = 0,877$; M3 → M4, $\chi^2(1) = 1,43$, $p = 0,232$.

3.2.1. La monnaie de rémunération : une association forte et robuste

Dans le modèle structurel principal M2, la rémunération en CDF présente l'association la plus nette avec l'utilisation quotidienne de la monnaie nationale OR = 4,59, $p < 0,001$.

19,7 points de pourcentage.

Après ajustement sur les caractéristiques observées, être rémunéré en CDF est donc associé à une probabilité d'utilisation quotidienne du CDF supérieure d'environ 19,7 points de pourcentage.

Ce résultat demeure pratiquement inchangé lorsque les variables de perception et le mobile money sont ajoutés. Dans la spécification la plus complète M4, l'odds ratio associé à la rémunération en CDF demeure proche de 4,41 et statistiquement significatif à $p < 0,001$.

La stabilité du coefficient à travers les spécifications indique que l'association observée n'est pas simplement imputable aux caractéristiques socioéconomiques incluses dans les modèles.

Tableau 4. Modèle principal M2 : odds ratios et effets marginaux moyens

Variable	OR	IC 95 % de l'OR	p	AME (pp)	IC 95 % de l'AME (pp)
Rémunération en CDF	4,59	[2,37 ; 8,92]	< 0,001	+19,7	[+11,6 ; +27,8]
Revenu 1 001–2 000 USD	0,20	[0,09 ; 0,43]	< 0,001	–20,9	[–30,2 ; –11,6]
Revenu > 2 000 USD	0,21	[0,11 ; 0,44]	< 0,001	–19,9	[–28,4 ; –11,3]
Revenu refusé/non renseigné	0,79	[0,33 ; 1,86]	0,587	–3,1	[–14,2 ; +8,0]
Urbain	0,19	[0,04 ; 0,97]	0,045	–21,3	[–42,1 ; –0,6]
Postuniversitaire	0,81	[0,45 ; 1,44]	0,472	–2,8	[–10,3 ; +4,7]
Âge 36–45 ans	0,59	[0,31 ; 1,16]	0,126	–6,7	[–15,2 ; +1,7]
Âge 46–60 ans	0,90	[0,41 ; 1,99]	0,801	–1,3	[–11,5 ; +8,9]
Âge ≥ 60 ans	1,19	[0,23 ; 6,16]	0,840	+2,2	[–19,1 ; +23,5]
Fonctionnaire/agent public	1,08	[0,56 ; 2,09]	0,810	+1,0	[–7,4 ; +9,5]

Notes. N = 427. Erreurs standards robustes HC1. AME = effet marginal moyen, exprimé en points de pourcentage. Les intervalles de confiance sont à 95 %. Le très large intervalle associé à la résidence urbaine reflète notamment le faible effectif rural (n = 32).

Ainsi, toutes choses observées égales par ailleurs, les odds d'utiliser principalement le CDF au quotidien sont environ 4,6 fois plus élevées parmi les répondants rémunérés en CDF que parmi la catégorie de référence.

L'effet marginal moyen fournit une interprétation plus intuitive AME $\simeq$ +

3.2.2. Une différenciation marquée selon le revenu

Le revenu apparaît comme le deuxième résultat structurel important.

Par rapport aux répondants dont le revenu mensuel est inférieur ou égal à 1 000 USD, ceux situés entre 1 001 et 2 000 USD pré-

sentent des odds sensiblement plus faibles d'utiliser principalement le CDF au quotidien $OR \approx 0,20, p < 0,001$.

L'effet marginal moyen est de l'ordre de $AME \approx -20,9$ points. Une association comparable apparaît pour les revenus supérieurs à 2 000 USD $OR \approx 0,21, p < 0,001$, avec un effet marginal proche de $AME \approx -19,9$ points.

En revanche, la catégorie regroupant les refus et valeurs de revenu non renseignées ne diffère pas statistiquement de la catégorie de référence.

Ces résultats montrent surtout une rupture entre les revenus inférieurs ou égaux à 1 000 USD et les catégories supérieures, plutôt qu'un gradient linéaire simple selon lequel chaque hausse de revenu entraînerait mécaniquement davantage de dollarisation.

L'hypothèse H2 est donc soutenue : le choix de la monnaie quotidienne varie significativement avec la position de revenu.

3.2.3. Résidence urbaine : un résultat statistiquement significatif mais fragile

La résidence urbaine est négativement associée à l'usage quotidien du CDF dans le modèle principal $OR \approx 0,19, p \approx 0,045$. L'effet marginal correspondant est d'environ -21,3 points de pourcentage. À caractéristiques observées comparables, les répondants urbains apparaissent donc moins susceptibles de déclarer le CDF comme principale monnaie quotidienne.

Ce résultat apporte un soutien à H3, mais il doit être interprété avec une prudence particulière : seuls 32 répondants sur 427 appartiennent à la catégorie rurale de référence. L'estimation repose par conséquent sur une comparaison très déséquilibrée et ne saurait être assimilée à une mesure représentative du différentiel urbain-rural dans l'ensemble de la RDC.

3.2.4. Instruction, âge et statut public

Une fois les autres caractéristiques contrôlées, le niveau postuniversitaire n'est pas significativement associé au choix quotidien du CDF. L'odds ratio est voisin de 0,8 et son intervalle de confiance englobe largement l'unité.

Les catégories d'âge ne présentent pas davantage d'association statistiquement robuste dans le modèle principal.

Enfin, le statut de fonctionnaire ou agent public est lui aussi non significatif après prise en compte de la monnaie de rémunération $OR \approx 1,08, p \approx 0,81$.

Ce résultat est particulièrement intéressant pour l'interprétation de l'association observée avec la monnaie de rémunération : l'association entre monnaie de rémunération et usage transactionnel ne paraît pas réductible au simple fait d'appartenir au secteur public.

3.3. Les perceptions monétaires ajoutent peu au modèle structurel

L'introduction des variables de perception dans M3 ne modifie que marginalement les résultats du modèle principal.

Sont notamment ajoutées :

- la perception d'une forte augmentation des prix ;
- l'augmentation récente déclarée de la confiance dans le CDF ;
- une confiance élevée ou très élevée dans la stabilité future du CDF ;
- l'anticipation d'une progression de l'utilisation du CDF à cinq ans.

Aucun de ces indicateurs ne présente d'association individuelle statistiquement robuste avec la monnaie principalement utilisée au quotidien après ajustement sur les facteurs structurels.

Plus important encore, leur contribution conjointe au modèle est faible. La comparaison entre M2 et M3 donne $LR \approx 1,21$, $df = 4$, $p \approx 0,877$.

L'hypothèse selon laquelle les quatre coefficients supplémentaires sont conjointement nuls ne peut donc pas être rejetée. Le pseudo-R² de McFadden ne progresse que de $0,171 \rightarrow 0,174$, tandis que l'AIC se détériore $372,8 \rightarrow 379,6$.

L'ajout conjoint des quatre indicateurs de perception n'améliore pas significativement le modèle structurel ($LR = 1,21$; $ddl = 4$; $p = 0,877$). **H4 n'est donc pas soutenue par les données.** Ce résultat n'établit pas l'absence de relation entre perceptions monétaires et dollarisation ; il indique seulement qu'aucun apport explicatif incrémental statistiquement significatif de ces variables n'est détecté pour le choix transactionnel quotidien dans la spécification et l'échantillon étudiés.

Ce résultat ne signifie pas que la confiance ou les anticipations soient sans importance pour la dollarisation dans son ensemble. Il indique uniquement qu'elles n'expliquent pas de façon robuste, dans ce modèle et cet échantillon, la monnaie principalement utilisée pour les transactions quotidiennes.

3.4. Mobile money et choix monétaire

Le modèle M4 ajoute une variable identifiant les utilisateurs du mobile money.

L'odds ratio estimé est d'environ $OR = 0,70$, mais le coefficient n'atteint pas le seuil conventionnel de significativité statistique. L'ajout du mobile money ne produit pas non plus d'amélioration significative du modèle $LRM3 \rightarrow M4 \approx 1,43$, $p \approx 0,232$.

Le pseudo-R² augmente légèrement, de $0,174$ à $0,178$, mais l'AIC passe de $379,6$ à $380,2$. Le test $M3 \rightarrow M4$ n'indique pas d'amélioration

statistiquement significative du modèle après introduction du mobile money ($LR = 1,43$; $ddl = 1$; $p = 0,232$). **H5 n'est donc pas soutenue.** Ce résultat signifie uniquement qu'aucun apport explicatif supplémentaire du mobile money n'est détecté dans la présente spécification ; il ne permet pas de conclure à l'absence générale de relation entre digitalisation et usage de la monnaie nationale.

3.5. Performance et parcimonie du modèle principal

Les indicateurs d'ajustement et de performance reportés au Tableau 3 confirment l'intérêt de la spécification M2. Le passage du modèle minimal M1 au modèle structurel M2 améliore significativement l'ajustement ($LR = 43,22$; $ddl = 9$; $p < 0,001$) et fait progresser l'AUC de $0,657$ à $0,767$. M2 présente également l'AIC le plus faible parmi les spécifications multivariées.

Le BIC favorise toutefois M1, en raison de sa pénalisation plus forte de la complexité. La sélection de M2 ne repose donc pas sur une supériorité uniforme de tous les critères d'information, mais sur la combinaison de son amélioration significative par rapport au modèle minimal, de sa meilleure capacité de discrimination et de sa pertinence substantielle pour la question de recherche.

Les enrichissements ultérieurs du modèle apportent peu d'information supplémentaire. L'introduction des perceptions dans M3 n'améliore pas significativement M2, et l'ajout du mobile money dans M4 ne produit pas davantage de gain statistiquement significatif. M2 apparaît ainsi comme le compromis le plus approprié entre richesse explicative et parcimonie.

3.6. Analyses de robustesse

La stabilité du résultat relatif à la monnaie de rémunération est examinée au moyen de plusieurs spécifications alternatives.

Tableau 5. Robustesse de l'association entre rémunération en CDF et utilisation quotidienne du CDF

Spécification	N	Mesure centrale	IC 95 %	p	AUC
Logit principal M2	427	OR = 4,59	[2,37 ; 8,92]	< 0,001	0,767
Probit M2	427	AME = +20,1 pp	[+11,9 ; +28,2]	< 0,001	0,768
Revenus renseignés uniquement	348	OR = 3,02	[1,43 ; 6,37]	0,004	0,772
Choix CDF/USD uniquement*	420	OR = 5,94	[2,95 ; 11,97]	< 0,001	0,777
Ajout contrôle Kinshasa/hors Kinshasa	427	OR = 4,52	[2,31 ; 8,86]	< 0,001	0,767

Note. *La restriction à N = 420 conserve les observations pour lesquelles la monnaie de rémunération et la monnaie quotidienne sont explicitement CDF ou USD.

Le modèle Probit produit un effet marginal d'environ +20,1 points de pourcentage, très proche de l'effet de +19,7 points obtenu avec le Logit principal. Lorsque les observations sans information exploitable sur le revenu sont exclues, l'association diminue en ampleur mais reste substantielle et statistiquement significative. Elle demeure également nette lorsque les rares choix monétaires autres que CDF/

USD sont écartés et lorsque la concentration de l'échantillon à Kinshasa est explicitement contrôlée.

Ces résultats indiquent que l'association centrale n'est pas propre à une fonction de lien, à une convention particulière de codage du revenu, à quelques observations monétaires atypiques ni à la concentration kinoise de l'échantillon.

3.7. Synthèse des hypothèses

Tableau 6. Synthèse des hypothèses et résultats

Hypothèse	Test/résultat principal	Conclusion
H1 — Rémunération en CDF	OR = 4,59 ; AME = +19,7 pp ; p < 0,001	Soutenue
H2 — Différenciation selon le revenu	OR = 0,20 et 0,21 pour les catégories > 1 000 USD ; p < 0,001	Soutenue
H3 — Résidence urbaine	OR = 0,19 ; p = 0,045 ; IC très large	Soutenue avec forte réserve
H4 — Apport incrémental des perceptions	LR(M2→M3) = 1,21 ; ddl = 4 ; p = 0,877	Non soutenue
H5 — Apport incrémental du mobile money	LR(M3→M4) = 1,43 ; ddl = 1 ; p = 0,232	Non soutenue

Deux résultats dominant donc cette analyse :

- le premier est la forte stabilité de l'association entre monnaie de rémunération et monnaie des transactions quotidiennes, dont l'effet marginal avoisine 20 points de pourcentage à travers les principales spécifications ;
- le second est le poids du niveau de revenu, qui distingue nettement les répondants

dont le revenu dépasse 1 000 USD de la catégorie de référence.

À l'inverse, les mesures contemporaines de confiance, les anticipations monétaires et l'utilisation du mobile money ne fournissent pas, dans cette spécification, un pouvoir explicatif supplémentaire comparable.

4. Discussion

4.1. La monnaie de rémunération comme déterminant structurant du choix transactionnel

Le résultat principal de cette étude est la forte association entre la monnaie de rémunération et la monnaie utilisée dans les transactions quotidiennes. Après ajustement sur le revenu, le milieu de résidence, l'âge, le niveau d'instruction et le statut professionnel, les répondants rémunérés en CDF présentent des odds d'utilisation quotidienne du CDF environ 4,6 fois supérieures à celles de la catégorie de référence. En termes de probabilité, l'effet marginal moyen associé est d'environ +19,7 points de pourcentage.

Cette relation demeure substantielle à travers les principales analyses de robustesse. Elle ne disparaît ni lorsque le Logit est remplacé par un Probit, ni lorsque l'analyse est restreinte aux répondants ayant renseigné leur revenu, ni lorsque seules les réponses CDF/USD sont conservées, ni lorsqu'un contrôle spécifique pour Kinshasa est ajouté. Il s'agit donc du résultat empirique le plus stable de l'étude.

Cette association est cohérente avec une littérature montrant que la devise dans laquelle les agents reçoivent leurs ressources peut influencer leurs autres choix monétaires. Dans le cas des ménages cambodgiens, Aiba et al. (2018) montrent par exemple que la probabilité d'emprunter en devise étrangère augmente avec la part des revenus reçus dans cette devise, ce qu'ils interprètent en termes de couverture du risque de change. Leur variable dépendante concerne toutefois la devise d'endettement et non la monnaie des paiements courants ; la comparaison doit donc rester analogique plutôt que directement causale.

L'étude de Hay (2021) sur Phnom Penh fournit un point de comparaison plus directement lié aux différentes fonctions de la monnaie. À partir de deux enquêtes, elle montre que les

choix de devise pour les transactions, les salaires et l'épargne sont liés sans pour autant être identiques : la monnaie utilisée varie selon les marchés et les caractéristiques des transactions, tandis que salaires et épargne suivent également des configurations spécifiques.

Nos résultats vont dans le même sens : la monnaie de rémunération semble constituer un ancrage important des flux transactionnels, sans déterminer mécaniquement l'ensemble des comportements monétaires. Le fait qu'une majorité des répondants rémunérés en USD continue à utiliser principalement le CDF dans ses dépenses quotidiennes en fournit une illustration immédiate.

Il serait cependant excessif de parler, à ce stade, d'un « effet causal de la monnaie de rémunération ». La monnaie du salaire peut elle-même être liée au secteur d'activité, au type d'employeur, au degré d'exposition au dollar, à l'accès bancaire ou à d'autres caractéristiques non observées. La formulation la plus défendable est donc celle d'une association robuste entre monnaie de rémunération et monnaie transactionnelle.

4.2. Une interprétation en termes de coûts de transaction et d'inertie monétaire

Un mécanisme plausible tient aux coûts associés au passage d'une monnaie à l'autre. Lorsqu'un individu reçoit régulièrement ses ressources en CDF, effectuer les dépenses courantes dans cette même monnaie évite une conversion supplémentaire. Inversement, recevoir un revenu en USD peut réduire le coût relatif de l'utilisation du dollar.

Cette logique est compatible avec les modèles de substitution monétaire dans lesquels l'utilisation d'une monnaie dépend non seulement de son rendement attendu, mais également des coûts et de l'expérience accumulée dans son usage. Uribe (1997) montre qu'une diminution des coûts de transaction liés à l'utilisation d'une devise étrangère peut engendrer une per-

sistance de la substitution monétaire, y compris après la disparition du choc initial.

Cette perspective est particulièrement utile pour interpréter la coexistence observée en RDC. L'utilisation quotidienne du CDF peut être soutenue par sa disponibilité immédiate dans les flux de revenu et par son acceptation pour les petites transactions, tandis que le dollar conserve des avantages dans d'autres fonctions. Le présent article n'étudie cependant que la fonction transactionnelle quotidienne ; la différenciation entre fonctions monétaires doit donc être analysée séparément.

Cette distinction est importante. Elle évite de réduire la dollarisation à un choix individuel binaire dans lequel chaque personne serait soit « francisée », soit « dollarisée ».

4.3. Le revenu révèle une segmentation économique du choix monétaire

Le deuxième résultat robuste concerne le niveau de revenu. Par rapport aux répondants disposant de 1 000 USD ou moins par mois, ceux appartenant aux catégories 1 001–2 000 USD et plus de 2 000 USD présentent une probabilité d'utilisation quotidienne du CDF inférieure d'environ vingt points de pourcentage.

Le résultat ne prend donc pas la forme d'un gradient linéaire régulier. La rupture apparaît principalement au-delà du seuil de 1 000 USD utilisé dans notre recodage.

Cette relation est compatible avec plusieurs mécanismes possibles. Les personnes disposant de revenus plus élevés peuvent avoir davantage accès aux comptes en devises, aux transactions de grande valeur, aux biens importés ou aux réseaux économiques dans lesquels la facturation en USD est plus fréquente. Elles peuvent également supporter plus facilement les coûts fixes liés à la détention ou à la conversion de plusieurs monnaies.

L'enquête ne permet toutefois pas de distinguer empiriquement ces mécanismes. Il serait donc prématuré de conclure que le revenu « provoque » le recours au dollar.

Les résultats de Stix constituent néanmoins un parallèle intéressant. Sur des données d'enquête en Croatie, Slovénie et Slovaquie, l'auteur observe une association positive entre le degré d'utilisation des devises étrangères et le revenu ainsi que le niveau d'éducation. Il montre également que certaines dimensions de la dollarisation persistent même après stabilisation macroéconomique.

Nos résultats ne reproduisent pas exactement ce schéma — notamment parce que l'éducation cesse d'être significative une fois les autres variables contrôlées — mais ils renforcent l'idée que la dollarisation ne relève pas exclusivement de perceptions macroéconomiques : elle est aussi socialement et économiquement structurée.

4.4. L'effet urbain doit être considéré comme une indication, non comme un résultat national

La résidence urbaine présente une association négative avec l'utilisation quotidienne du CDF dans le modèle principal. L'ampleur estimée est importante, mais ce résultat est probablement celui qui exige le plus de prudence. La raison est simple : l'échantillon ne comprend que 32 répondants ruraux, contre 395 urbains. De plus, il ne s'agit pas d'un échantillon national probabiliste. Il serait donc méthodologiquement excessif d'en déduire que « les populations rurales utilisent davantage le CDF en RDC ».

En revanche, le résultat peut être conservé comme signal empirique compatible avec l'idée qu'une exposition plus grande aux circuits commerciaux formels, aux marchés de devises et aux transactions de valeur élevée dans les centres urbains puisse accroître les possibilités d'utiliser l'USD. Ce résultat mérite surtout d'être testé dans une enquête ultérieure conçue

pour comparer directement territoires urbains et ruraux.

4.5. Pourquoi la confiance n'explique-t-elle pas davantage les transactions quotidiennes ?

Un résultat plus inattendu concerne les perceptions monétaires. Ni l'évolution récente déclarée de la confiance dans le CDF, ni la confiance dans sa stabilité future, ni l'anticipation de son utilisation à cinq ans, ni la forte hausse perçue des prix n'apportent conjointement une amélioration significative au modèle structurel. Cette absence de résultat robuste n'implique nullement que la confiance soit sans importance dans une économie dollarisée. Elle suggère plutôt que la fonction transactionnelle quotidienne peut être relativement contrainte par des facteurs immédiats : monnaie dans laquelle le revenu est disponible, structure du revenu, environnement de paiement ou disponibilité des espèces.

Stix obtient lui aussi des résultats qui invitent à distinguer les dimensions de la confiance. Dans son étude, les anticipations d'inflation et de taux de change n'expliquent pas systématiquement le degré d'euroïsation, tandis que la confiance dans le système bancaire intervient davantage dans l'arbitrage entre espèces en devises et dépôts en devises. Cette distinction est centrale pour notre interprétation : la confiance pourrait être plus importante pour la réserve de valeur que pour l'achat quotidien. Le présent article ne permet pas à lui seul d'établir cette proposition, mais il conduit naturellement à la tester en distinguant les différentes fonctions monétaires.

4.6. Communication monétaire, perceptions et contraintes transactionnelles

Les résultats précédents peuvent également être lus à la lumière des enjeux de communication monétaire, sous réserve d'une distinction importante. La présente enquête ne mesure ni

l'exposition des répondants aux messages des autorités monétaires, ni les canaux par lesquels ils s'informent, ni leur compréhension ou leur appréciation de ces messages. Elle ne permet donc pas d'évaluer directement l'efficacité de la communication d'une banque centrale.

Elle montre cependant que plusieurs dimensions auxquelles la communication monétaire peut contribuer — perception de l'inflation, confiance dans la monnaie nationale et anticipations relatives à son utilisation future — n'apportent pas, dans la spécification retenue, de pouvoir explicatif supplémentaire statistiquement significatif au choix transactionnel quotidien. Ce résultat invite à ne pas assimiler mécaniquement amélioration des perceptions et modification des comportements.

Dans une économie fortement dollarisée, la communication agit en effet dans un environnement déjà structuré par les modalités de rémunération, le niveau de revenu, les habitudes de paiement, l'accès aux différentes monnaies et les coûts de conversion. Un message favorable à la monnaie nationale peut contribuer à informer, rassurer ou orienter les anticipations ; son éventuelle traduction en comportement dépend cependant aussi de la possibilité concrète de recevoir, conserver et utiliser cette monnaie dans des conditions jugées satisfaisantes par les agents.

Cette lecture conduit à concevoir la communication monétaire moins comme un substitut aux conditions économiques que comme leur complément. La parole institutionnelle gagne en crédibilité lorsqu'elle est cohérente avec l'expérience observable de la monnaie : stabilité relative des prix et du change, disponibilité du CDF, fluidité des paiements, possibilités d'épargne et de financement, ainsi que réduction des coûts d'usage. Dans cette perspective, les comportements monétaires peuvent être appréhendés comme le produit conjoint de représentations, d'informations et de contraintes transactionnelles.

Il serait toutefois excessif d'en déduire que les perceptions ou la communication sont secondaires dans tout processus de dédollarisation. Leur influence pourrait être plus importante pour certaines fonctions de la monnaie, notamment la réserve de valeur, les décisions d'épargne ou les transactions de grande valeur. Cette hypothèse appelle toutefois des investigations spécifiques, fondées sur une mesure directe des processus de communication et de leur réception.

4.7. Digitalisation et dédollarisation ne sont pas synonymes

Cette articulation entre représentations et conditions concrètes d'usage conduit également à examiner le rôle des instruments de paiement. À cet égard, l'utilisation du mobile money n'est pas significativement associée au choix quotidien du CDF après contrôle des autres caractéristiques. Ce résultat appelle une interprétation prudente.

L'utilisation du mobile money n'est pas significativement associée au choix quotidien du CDF après contrôle des autres caractéristiques. Ce résultat appelle également une interprétation prudente.

En effet, il serait erroné d'en conclure que la digitalisation est inefficace pour promouvoir la monnaie nationale. Un moyen de paiement numérique constitue avant tout une infrastructure de transaction ; son effet sur le choix monétaire dépend de la devise dans laquelle les comptes sont libellés, les prix affichés et les règlements effectués.

Autrement dit :

Digitalisation des paiements $\neq$ dédollarisation automatique

Cette distinction est importante pour les politiques publiques : augmenter l'utilisation des paiements électroniques peut améliorer l'efficacité et la traçabilité des transactions sans nécessairement modifier, par ce seul canal, la

monnaie choisie par les utilisateurs.

4.8. Les résultats congolais dans le contexte d'une dollarisation persistante

Les comportements observés doivent être replacés dans un environnement où la dollarisation possède des racines historiques profondes. Le Fonds monétaire international (FMI, 2022) relie explicitement la dollarisation élevée de la RDC aux épisodes prolongés d'instabilité macroéconomique et politique, notamment à l'hyperinflation des années 1990. Il souligne également que cette situation limite l'efficacité de la transmission de la politique monétaire et que sa réduction durable nécessite notamment discipline budgétaire, crédibilité monétaire, réserves adéquates et solidité du système financier.

Cette perspective macroéconomique complète plutôt qu'elle ne contredit nos résultats microéconomiques. La stabilité macroéconomique peut déterminer l'environnement dans lequel les choix sont effectués, tandis que la monnaie de rémunération, le revenu et les contraintes transactionnelles contribuent à déterminer comment cet environnement se traduit concrètement dans les décisions individuelles.

On peut ainsi distinguer deux niveaux :

Crédibilité macroéconomique $\rightarrow$ environnement du choix monétaire

Structure des revenus et des transactions $\rightarrow$ choix monétaire individuel

Ces deux niveaux sont complémentaires plutôt que concurrents.

4.9. Implications pour les politiques de dédollarisation

Les résultats ne justifient pas une recommandation selon laquelle il suffirait d'imposer le paiement des salaires en CDF pour dédollariser l'économie. Une telle conclusion dépasserait très largement le pouvoir d'identification

de l'étude. Ils suggèrent néanmoins que les flux réguliers de revenus en monnaie nationale constituent un élément potentiellement important de l'écosystème d'usage du CDF. À ce titre, la monnaie dans laquelle sont effectués les paiements publics, salaires, transferts et autres opérations institutionnelles mérite d'être considérée dans une politique globale de promotion de la monnaie nationale.

L'expérience internationale examinée par Kokenyne et al. (2010) montre précisément qu'une dédollarisation durable ne repose généralement pas sur une mesure isolée. Elle associe crédibilité de la désinflation, mesures microéconomiques, développement des marchés en monnaie nationale et, selon les contextes, utilisation accrue de la monnaie nationale dans les opérations publiques.

Ainsi, nos résultats sont plus compatibles avec une stratégie de type :

Stabilité macroéconomique + disponibilité du CDF + facilité d'utilisation + instruments financiers en CDF

plutôt qu'avec une stratégie reposant principalement sur la contrainte réglementaire.

Le mécanisme pertinent pourrait moins consister à rendre le dollar difficile à utiliser qu'à **réduire les coûts économiques et pratiques associés à l'utilisation du CDF**. Cette approche comporte également une implication communicationnelle. La promotion de la monnaie nationale ne saurait reposer exclusivement sur des messages appelant à la confiance ou au patriotisme monétaire si l'expérience transactionnelle des agents demeure en décalage avec ces messages. À l'inverse, les améliorations objectives de la stabilité, de la disponibilité et de la facilité d'utilisation du CDF peuvent gagner en efficacité lorsqu'elles sont expliquées, rendues intelligibles et inscrites dans un discours institutionnel crédible. Politique économique et communication apparaissent ainsi moins comme deux leviers

substituables que comme deux dimensions complémentaires d'une même stratégie de consolidation de l'usage de la monnaie nationale.

4.10. Contribution scientifique

Cette étude apporte trois contributions.

- Premièrement, elle déplace l'analyse de la dollarisation congolaise du niveau essentiellement macroéconomique ou bancaire vers celui des choix monétaires individuels.
- Deuxièmement, elle met en évidence une association robuste entre la monnaie de rémunération et la monnaie transactionnelle quotidienne, même après contrôle de plusieurs caractéristiques observées. La littérature internationale offre des résultats voisins concernant l'appariement entre devises de revenu et autres décisions monétaires, mais le contexte congolais demeure beaucoup moins documenté à ce niveau microéconomique.
- Troisièmement, les résultats montrent que les comportements transactionnels semblent, dans cet échantillon, davantage associés à des caractéristiques structurelles — monnaie du revenu et niveau de revenu notamment — qu'aux indicateurs contemporains de perception monétaire retenus.

Cette contribution doit néanmoins être formulée avec prudence. L'étude ne prétend pas identifier un mécanisme causal ni produire des paramètres représentatifs de toute la population congolaise.

À notre connaissance, au regard de la littérature identifiée, cette étude apporte une évidence microéconomique originale sur la relation entre monnaie de rémunération et monnaie transactionnelle en RDC. Cette dimension demeure beaucoup moins documentée que les composantes macroéconomiques, financières et institutionnelles de la dollarisation congolaise. La contribution de l'article réside ainsi dans le

passage d'une lecture principalement agrégée de la dollarisation à l'analyse des arbitrages monétaires observés au niveau individuel.

4.11. Limites et prolongements

Trois limites doivent être particulièrement mises en avant :

- Primo, la sélection de l'échantillon. La participation volontaire et la surreprésentation des répondants urbains et fortement diplômés interdisent toute extrapolation directe à la population nationale.
- Secundo, le caractère transversal des données. Les estimations permettent d'identifier des associations conditionnelles mais non la direction de causalité. L'étude ne dispose notamment ni d'une variation exogène de la monnaie de rémunération ni d'observations longitudinales.
- Tertio, les variables non observées. Le questionnaire ne mesure pas directement l'accès bancaire, la fréquence des conversions CDF/USD, la part des dépenses effectivement effectuées dans chaque monnaie, l'exposition aux revenus en devises, l'expérience personnelle des crises monétaires ou la volatilité individuelle des ressources.

Ces limites indiquent directement la voie d'une deuxième génération d'enquête : échantillonnage probabiliste ou stratifié, meilleure couverture territoriale, observation des montants et fréquences de transaction, mesure de la devise des différents flux de revenu et suivi longitudinal. Une telle extension permettrait de distinguer plus nettement sélection, mécanismes transactionnels et effets causaux.

Conclusion

La dollarisation de l'économie congolaise est généralement appréhendée à travers ses manifestations macroéconomiques et financières : poids des dépôts et crédits en devises, contraintes imposées à la politique monétaire, volatilité du taux de change ou persistance des

comportements hérités des épisodes d'instabilité monétaire. Cette étude complète cette perspective en examinant la question à l'échelle individuelle : quels facteurs sont associés au choix du franc congolais comme principale monnaie des transactions quotidiennes ?

À partir d'une enquête quantitative menée auprès de 427 répondants résidant en République Démocratique du Congo, les résultats font ressortir trois enseignements principaux.

Le premier, et le plus robuste, concerne la monnaie de rémunération. Après ajustement sur le revenu, le milieu de résidence, l'âge, le niveau d'instruction et le statut professionnel, les répondants rémunérés en CDF présentent des odds d'utilisation quotidienne du CDF environ 4,6 fois supérieures à celles de la catégorie de référence. En termes de probabilité, la rémunération en CDF est associée à une probabilité d'utilisation quotidienne de la monnaie nationale supérieure d'environ 19,7 points de pourcentage. Ce résultat demeure substantiel sous différentes spécifications, notamment avec un modèle Probit, après exclusion des observations sans revenu renseigné, lorsque l'analyse est limitée aux choix CDF/USD et après introduction d'un contrôle distinguant Kinshasa du reste de l'échantillon.

Le deuxième enseignement concerne le niveau de revenu. Les répondants appartenant aux catégories supérieures à 1 000 USD mensuels présentent une probabilité sensiblement plus faible d'utiliser principalement le CDF au quotidien que ceux de la catégorie de référence. Ce résultat suggère moins un gradient linéaire qu'une différenciation des comportements monétaires selon la position économique. Il invite notamment à approfondir, dans de futures recherches, le rôle de l'accès aux devises, des circuits bancaires, des importations et des transactions de valeur élevée.

Le troisième enseignement tient au contraste entre facteurs structurels et perceptions monétaires. Une fois les caractéristiques structurelles

prises en compte, les indicateurs d'inflation perçue, de confiance récente, de confiance dans la stabilité future et d'anticipation de l'usage du CDF n'améliorent pas significativement l'explication du choix transactionnel quotidien. L'utilisation du mobile money ne présente pas davantage d'association statistiquement robuste avec la monnaie principalement utilisée.

Ces résultats ne signifient ni que la confiance soit sans importance pour la dédollarisation, ni que la digitalisation soit dépourvue d'effets sur l'usage de la monnaie nationale. Ils suggèrent plutôt que les déterminants peuvent différer selon la **fonction monétaire considérée**. Les contraintes immédiates liées à la disponibilité de la monnaie, à la structure des revenus et aux pratiques de paiement pourraient peser davantage sur les transactions courantes, tandis que la confiance, les anticipations et la protection contre le risque pourraient jouer un rôle différent dans les décisions d'épargne ou les transactions de grande valeur.

Ces résultats présentent également un intérêt pour l'analyse de la communication monétaire. Ils invitent à ne pas présumer qu'une évolution favorable des perceptions se traduise mécaniquement par une modification des usages monétaires. Dans cette perspective, l'efficacité de la communication gagne à être pensée en articulation avec les conditions économiques et transactionnelles dans lesquelles s'exercent concrètement les choix des agents.

Cette distinction conduit à ne pas considérer la dollarisation comme un comportement individuel uniforme. Un même agent peut utiliser principalement le CDF pour ses dépenses quotidiennes tout en privilégiant l'USD pour préserver son épargne ou régler des transactions importantes. L'étude du choix transactionnel proposée ici constitue ainsi une composante particulière d'un phénomène monétaire plus large dont les différentes fonctions doivent être analysées séparément.

Les implications de politique économique doivent néanmoins être formulées avec prudence. Le caractère transversal et non probabiliste de l'enquête ne permet pas d'interpréter l'association entre monnaie de rémunération et monnaie transactionnelle comme un effet causal. Les résultats ne démontrent donc pas qu'une généralisation administrative des rémunérations en CDF suffirait à provoquer une dédollarisation de l'économie.

Ils montrent en revanche que la monnaie dans laquelle les revenus courants sont perçus est étroitement liée à celle dans laquelle les transactions quotidiennes sont effectuées. Cette observation justifie que la structure des flux de revenus en monnaie nationale soit considérée parmi les composantes d'une stratégie plus générale de renforcement de l'usage du CDF.

Une telle stratégie ne saurait cependant être isolée des conditions macroéconomiques qui déterminent la crédibilité de la monnaie. La stabilité durable des prix et du taux de change, la confiance dans la politique monétaire, le développement d'instruments d'épargne et de financement en CDF, la profondeur des marchés en monnaie nationale, la disponibilité des moyens de paiement ainsi que la réduction des coûts pratiques d'utilisation du CDF demeurent complémentaires.

L'enjeu de la dédollarisation peut dès lors être formulé moins comme la recherche d'un moyen de contraindre l'usage du dollar que comme la construction progressive des conditions économiques, financières et transactionnelles qui rendent l'utilisation du franc congolais plus naturelle, plus commode et moins coûteuse.

Enfin, cette recherche ouvre plusieurs prolongements. Une enquête probabiliste ou stratifiée couvrant davantage les milieux ruraux permettrait d'améliorer la validité externe des résultats. Des données longitudinales permettraient d'étudier les changements de comportement consécutifs aux variations du taux de change ou aux réformes monétaires. La collecte d'in-

formations sur les montants effectivement dépensés dans chaque monnaie, l'accès aux comptes bancaires, les conversions CDF/USD, la devise des différents revenus et l'expérience individuelle des crises monétaires permettrait également de mieux identifier les mécanismes sous-jacents.

Une autre extension consisterait à intégrer des variables directement liées à la communication monétaire : degré d'exposition aux prises de parole et campagnes institutionnelles, canaux d'information utilisés, compréhension des messages de politique monétaire, crédibilité accordée à leurs émetteurs et mémorisation des messages. Il deviendrait alors possible de distinguer plus rigoureusement l'effet propre de la communication institutionnelle de celui des conditions économiques et transactionnelles qui structurent parallèlement les comportements.

Au total, cette étude apporte une évidence microéconomique originale sur une dimension encore peu documentée de la dollarisation congolaise : la relation entre monnaie de rémunération et monnaie transactionnelle. Dans l'échantillon étudié, l'utilisation quotidienne du CDF apparaît principalement associée à la monnaie dans laquelle les revenus sont reçus et au niveau de revenu des répondants. Ces résultats invitent à compléter l'analyse macro-financière de la dollarisation par une meilleure compréhension des conditions concrètes dans lesquelles la monnaie nationale entre dans les flux de revenus, circule et est utilisée dans les transactions quotidiennes. Cette perspective invite également à penser la communication monétaire dans son articulation avec ces réalités : la crédibilité de la monnaie nationale se construit à la fois dans les représentations et les discours qui l'accompagnent, et dans l'expérience quotidienne que les agents font de sa disponibilité, de sa stabilité et de son utilité transactionnelle.

Références bibliographiques

- Aiba, D., & Sam, V. (2023). *Deposit dollarization and financial inclusion: Evidence from a household survey in Cambodia* (Discussion Paper No. 8). JICA Ogata Sadako Research Institute for Peace and Development.
- Aiba, D., Odajima, K., & Khou, V. (2018). Foreign currency borrowing and risk-hedging behavior: Evidence from Cambodian households. *Journal of Asian Economics*, 58, 19–35. <https://doi.org/10.1016/j.asieco.2018.07.002>
- Arrieta Vidal, J., Florián Hoyle, D., López Vargas, K., & Morales Vásquez, V. (2022). Policies for transactional de-dollarization: A laboratory study. *Journal of Economic Behavior & Organization*, 200, 31–54. <https://doi.org/10.1016/j.jebo.2022.05.012>
- Beaugrand, P. (2003). *Overshooting and dollarization in the Democratic Republic of the Congo* (IMF Working Paper No. 03/105). International Monetary Fund. <https://doi.org/10.5089/9781451852844.001>
- Corrales, J.-S., & Imam, P. A. (2021). Financial dollarization of households and firms: How does it differ by level of economic development? *Review of International Economics*, 29(4), 927–978. <https://doi.org/10.1111/roie.12528>
- Corrales, J.-S., Imam, P. A., Weber, S., & Yehoue, E. (2016). Dollarisation in Sub-Saharan Africa. *Journal of African Economies*, 25(1), 28–54. <https://doi.org/10.1093/jae/ejv020>
- De Nicoló, G., Honohan, P., & Ize, A. (2005). Dollarization of bank deposits: Causes and consequences. *Journal of Banking & Finance*, 29(7), 1697–1727. <https://doi.org/10.1016/j.jbankfin.2004.06.033>

- Fischer, F., Lundgren, C. J., & Jahjah, S. (2013). *Making monetary policy more effective: The case of the Democratic Republic of the Congo* (IMF Working Paper No. 13/226). International Monetary Fund. <https://doi.org/10.5089/9781475516371.001>
- International Monetary Fund. African Department. (2022). *Democratic Republic of the Congo: Staff report for the 2022 Article IV consultation, second review under the Extended Credit Facility arrangement, request for modification of performance criteria, and financing assurances review* (IMF Country Report No. 22/210). International Monetary Fund. <https://doi.org/10.5089/9798400214233.002>
- Hay, C. (2021). Real dollarization in Phnom Penh, evidence from two surveys. *Japan and the World Economy*, 60, 101102. <https://doi.org/10.1016/j.japwor.2021.101102>
- Ize, A., & Levy Yeyati, E. (2003). Financial dollarization. *Journal of International Economics*, 59(2), 323–347. [https://doi.org/10.1016/S0022-1996\(02\)00017-X](https://doi.org/10.1016/S0022-1996(02)00017-X)
- Kokenyne, A., Ley, J., & Veyrune, R. M. (2010). *Dedollarization* (IMF Working Paper No. 10/188). International Monetary Fund. <https://doi.org/10.5089/9781455202225.001>
- Musa, V., Umba, B. G., Mambo, L., Kibala, J., Kandolo, C., Mushiya, J., Luvezo, Y., Nsunda, J., Lumbala, G., Siasi, Y., Mfumukanda, S., Ange, L., Olivier, K., Shindano, L., Heng, D., Rodriguez-Guzman, D., & Szabo, B. (2024). *A projection model for resource-rich and dollarized economy: The Democratic Republic of the Congo* (IMF Working Paper No. 2024/126). International Monetary Fund. <https://doi.org/10.5089/9798400280887.001>
- Odajima, K., Aiba, D., & Khou, V. (2019). *Currency choice in domestic transactions by Cambodian households: The importance of transaction size and network externalities* (JICA-RI Working Paper No. 185). JICA Research Institute. <https://doi.org/10.18884/00000972>
- Stix, H. (2011). Euroization: What factors drive its persistence? Household data evidence for Croatia, Slovenia and Slovakia. *Applied Economics*, 43(21), 2689–2704. <https://doi.org/10.1080/00036840903357413>
- Uribe, M. (1997). Hysteresis in a simple model of currency substitution. *Journal of Monetary Economics*, 40(1), 185–202. [https://doi.org/10.1016/S0304-3932\(97\)00038-X](https://doi.org/10.1016/S0304-3932(97)00038-X)